

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
ET EUROPÉENNES**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : Isabelle GRANGETTE
E-mail : ndile.pracca@loire.pref.gouv.fr
☎ 04.77.48.48.951

**Le Secrétaire Général chargé de
l'administration de l'Etat dans le département**

VU le titre I du Livre V du Code de l'environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-7 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juillet 1981 modifié réglementant les activités exercées par la société VITALE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN – Les Grandes Terres ;

VU le récépissé de déclaration du 27 juillet 2006 autorisant le broyage et le stockage de bois ;

VU le rapport de Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en date du 27 août 2008 établi suite au sinistre survenu le 22 août 2008 sur le site des établissements VITALE RECYCLAGE localisé sur la commune de Saint-Cyprien ;

CONSIDERANT que les eaux d'incendie peuvent contenir des substances nocives et atteindre la nappe phréatique ;

CONSIDERANT que les fumées de l'incendie peuvent comporter des poussières nocives avec des retombées aux alentours ;

CONSIDERANT que l'état du site présente des dangers et inconvénients portant atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

CONSIDERANT que dans ces conditions il apparaît nécessaire de prescrire immédiatement un diagnostic des eaux souterraines et des mesures de retombées de poussières ;

CONSIDERANT l'urgence présentée par la situation ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

ARTICLE 1 :

la société VITALE RECYCLAGE doit faire procéder à des analyses d'eaux dans les piézomètres présents sur le site au plus tard le 30 août 2008.

Les analyses porteront sur la recherche et la quantification des paramètres suivants :

- HAP
- hydrocarbures totaux
- chrome
- cuivre
- arsenic
- COHV
- BTEX

ARTICLE 2 :

Des prélèvements de sols seront réalisées sous 10 jours dans la zone sous le vent de l'incendie (avec un point témoin au vent) sur la zone agricole potentiellement exposée aux retombées de fumées.

Les analyses porteront sur la recherche et la quantification des paramètres suivants :

- dioxines et furanes
- métaux (chrome ,cuivre, arsenic)
- hydrocarbures totaux
- COHV

ARTICLE.3 :

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

Les résultats des analyses de ces prélèvements seront transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.

ARTICLE 4 :

Les résultats de ces mesures seront comparés à l'état initial de l'environnement, aux milieux naturels voisins et à des valeurs de gestion réglementaires pour les voies et les scénarii d'exposition pertinents identifiés.

Les références suivantes devront être utilisées :

milieux	références
sol	<ul style="list-style-type: none"> - état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin, - fond géochimique naturel local
eau	<ul style="list-style-type: none"> - critères de potabilité des eaux définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé, dans le cas d'une éventuelle exposition par l'ingestion d'eau, - critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource " eau " n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vu d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux

ARTICLE 5 :

Si une pollution est constatée dans les eaux, sur avis de l'inspection des installations classées, un recensement des cibles potentielles (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteintes par la pollution sera réalisé.

ARTICLE 6 :

D'ici fin septembre, les résultats des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux exposition...) qui auront été réalisées seront complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

ARTICLE 7 :

Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions des articles ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8 :

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 9 :

Délai et voie de recours (article L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et de quatre ans, pour les tiers, à compter de sa publication ou de son affichage. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 10 :

Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN et Monsieur l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 29 AOUT 2008

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick FERRIER

→ GG

copie adressée à :

- Monsieur le Directeur
Société VITALE RECYCLAGE
Z.I. Des Vollons II
42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON
- Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison
- Monsieur le Maire de SAINT-CYPRIEN
- Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
- Archives 2008 - 230
- CHRONO

